

Le récit sur la guerre en Ukraine s'effondre.

L'Europe panique | Ian Proud

Il devient évident que, malgré les « succès » tant vantés de l'Ukraine dans la guerre par drones, le champ de bataille est sur le point de changer radicalement, alors que la Russie consolide les derniers bastions ukrainiens. Le temps presse pour le récit de guerre, et les élites européennes le savent. Ian Proud, ancien diplomate britannique et auteur de *The Peacemonger*, rejoint Pascal Lottaz pour discuter de la guerre en Ukraine, de l'Iran, de la couverture médiatique occidentale et des problèmes politiques et économiques de l'Europe. Ils examinent la retenue de la Russie, le soutien de l'Europe à l'Ukraine, la hausse des coûts de l'énergie, l'avenir de l'UE, le mécontentement public et la nécessité de reconstruire les relations entre l'Europe et la Russie. Liens : Ian Proud sur YouTube : <https://www.youtube.com/@IanProud> The Peacemonger sur Substack : <https://thepeacemonger.substack.com/> Ian Proud sur X : https://x.com/proud_diplomat Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 00:00 L'Ukraine, l'Iran et le soutien américain 06:51 Les médias occidentaux et le récit de guerre 11:02 La politique britannique et le mécontentement public 21:39 La retenue de la Russie et les limites de l'Europe 34:23 Les coûts de l'énergie et l'avenir de l'Europe 44:17 La Hongrie et les deux poids, deux mesures en Europe 51:17 Les liens de la Russie avec l'Europe 59:08 Ce qu'il faut surveiller dans les mois à venir

#Pascal

Bienvenue à tous dans Neutrality Studies. Aujourd'hui, nous faisons le point avec mon ami et collègue Ian Proud. Ian, bienvenue à nouveau. Bonjour Pascal, très heureux de te revoir. Moi aussi, je suis ravi de te revoir. Cette fois, pas en personne comme nous l'avions fait à Tbilissi, mais c'est quand même très bien de te voir. Dis-moi, Ian, tu es un ancien diplomate britannique. Tu as vu beaucoup de diplomatie au fil des années, et en ce moment, nous assistons de nouveau à une absence totale de diplomatie. Il y a ces deux guerres en cours, et ces derniers jours, nous avons vu certaines forces sembler travailler à les fusionner, puisque les Ukrainiens auraient apparemment attaqué un navire de la marine iranienne, pas même en mer Noire, mais dans la mer Caspienne voisine. Qu'en as-tu pensé ?

#Ian Proud

Eh bien, clairement, Zelensky, l'un de ses objectifs, me semble-t-il, est de maintenir les Américains dans le combat, et de maintenir Trump dans le combat. Vous savez, en Ukraine, cette guerre devrait vraiment prendre fin, parce qu'elle dévaste absolument l'Ukraine et, au passage, dévaste aussi en quelque sorte le peuple ukrainien. Elle se heurte également à une résistance intérieure croissante,

parce que la plupart des Ukrainiens veulent que la guerre se termine. Mais Zelensky ne veut pas que la guerre se termine, pour ses propres raisons. Et une partie de sa stratégie consiste à maintenir l'intérêt de Trump. Et, bien sûr, le meilleur moyen d'y parvenir, c'est aussi de se retourner contre l'Iran, d'ouvrir un second front. Donc, en frappant un genre de cargo iranien dans la mer Caspienne, il fait en quelque sorte signe à Trump qu'il est de son côté, me semble-t-il.

Mais, bien sûr, cela comporte aussi des risques. Car, vous savez, la technologie iranienne des missiles balistiques a montré une certaine efficacité depuis le début de la guerre, en février. Il y a donc un risque que l'Ukraine soit désormais confrontée non seulement à une intensification des attaques de missiles balistiques de la part de la Russie elle-même, mais aussi de l'Iran. Et dans une situation où l'Ukraine a en quelque sorte perdu sa capacité à réellement intercepter les missiles, parce qu'elle manque de batteries de missiles antiaériens et de munitions, ses villes et sa population vont devenir de plus en plus vulnérables. Cela semble donc être une nouvelle tentative désespérée de Zelensky. Mais il ne semble pas vraiment réfléchir aux intérêts de son peuple, qui souffrira si l'Iran commence à s'impliquer et, vous savez, à frapper directement l'Ukraine.

#Pascal

Nous savons que M. Zelensky s'apprête à se rendre aux États-Unis pour les funérailles de... Comment s'appelle-t-il ? Lindsey Graham ? Lindsey Graham, le célèbre belliciste et néoconservateur récemment décédé. Et, bien sûr, il y rencontrera probablement aussi Donald Trump. Pensez-vous que cela va maintenant être une nouvelle tournée de diplomatie de guerre, afin de lever des fonds et de convaincre les États-Unis de continuer à financer la guerre en Ukraine ?

#Ian Proud

Bien sûr que si. Zelensky semble à peine passer du temps dans son propre pays, alors que ses compatriotes subissent des bombardements de missiles presque quotidiens. Je veux dire, c'est tout simplement la triste et dévastatrice réalité de la guerre. Si la guerre prenait fin, évidemment, tout cela s'arrêterait. Mais en réalité, Zelensky est déterminé à obtenir plus d'argent, plus d'armes, davantage de soutien crucial, en particulier de la part des Américains. Et donc, clairement, son objectif en se rendant aux États-Unis n'est pas vraiment de rendre hommage à Lindsey Graham — quelqu'un qui, personnellement, ne me manquera certainement pas — mais de mobiliser davantage de soutien pour la guerre. Et c'est absolument évident. Je veux dire, il est toujours, toujours en déplacement. Il était au Royaume-Uni hier, sur une base navale britannique, où il parlait de capacités supplémentaires de brouillage de drones.

Il s'agit uniquement de fournir davantage de technologie, davantage d'argent, davantage de soutien politique. Et c'est vraiment la seule chose qui préoccupe un tant soit peu Zelensky. Et ce qui est bizarre, c'est que, vous savez, je veux dire, je pense que les journaux des médias grand public britanniques deviennent de plus en plus comiques. Le Telegraph, qui est peut-être le pire ici au Royaume-Uni, titrait hier que Trump rencontre deux personnes à Washington : Zelensky, qui est

désespéré de paix, et Netanyahu, qui est désespéré de guerre. Et c'est juste... oh là là. C'était encore un reportage grotesque des médias grand public, présentant Zelensky comme étant, d'une certaine manière, le faiseur de paix.

#Pascal

Il ne l'est clairement pas. Je me demande toujours, vous savez, les médias grand public les observent maintenant depuis quatre ans environ, quatre ans et demi, à faire ça. Et ils semblent devenir de pire en pire avec la propagande à laquelle ils doivent recourir, juste pour parvenir, d'une manière ou d'une autre, à s'accrocher à une certaine image. En ce moment, on dirait qu'ils... Est-ce que les médias grand public en Occident, disons au Royaume-Uni, ont déjà dépassé le stade où ils essayaient de faire croire qu'en réalité, l'Ukraine était en train de gagner ? Parce qu'on dirait qu'ils commencent à comprendre que, sur le champ de bataille, elle ne gagne pas du tout.

La seule chose qu'ils arrivent à faire, c'est faire exploser des entrepôts Wildberries, des infrastructures civiles. Bravo, l'Ukraine. Vous avez choisi une cible énorme, énorme, un entrepôt immense, immense, et vous avez réussi à le frapper et à y tuer des civils. On dirait que c'est la seule chose qu'ils aient à leur actif. Mais d'un autre côté, les médias généralistes semblent maintenant comprendre que, sur le champ de bataille, les Russes avancent en réalité de façon très méthodique. Et Odessa est désormais directement dans leur ligne de mire. Quelle est la situation au Royaume-Uni, dans les médias de masse ?

#Ian Proud

Eh bien, les médias de masse censurent complètement toute véritable analyse, je dirais. Même pas le vrai débat, mais la vraie analyse. Vous savez, de vraies preuves. Et il manque cette perspective stratégique sur la guerre. Alors, bon... Vous savez, les attaques contre Wildberries, les choses qui explosent, les grosses explosions. Ça fait de bonnes photos dans les journaux. Vous savez, on les présente comme des signes de succès. Évidemment, les frappes contre les raffineries de pétrole, pas seulement le fait qu'elles aient lieu, mais le fait qu'elles aient lieu de plus en plus profondément à l'intérieur de la Russie. Il y en a eu une à Tioumen récemment, qui est vraiment, vraiment très loin de l'Ukraine. Et, vous savez, le fait que l'Ukraine puisse faire ça est présenté comme un signe qu'elle a des capacités encore meilleures pour, en quelque sorte, mettre véritablement la Russie à genoux.

Mais, bien sûr, cela provoque des pénuries d'essence. En Russie, on le sait. Enfin, des contacts russes disent que c'est vrai. Mais si on prend du recul, en réalité, personne ne réfléchit vraiment à la stratégie de cette guerre. Et ça a toujours été une guerre d'usure. Les guerres se gagnent par les économies, pas par les armées. Comme nous le savons, la Russie a la base industrielle, la taille économique, la taille de population et la capacité industrielle nécessaires pour continuer à se battre bien plus longtemps que l'Ukraine. Et comme vous le dites, de petites avancées, très progressives, sont réalisées sur le champ de bataille. Mais ce n'est pas vraiment ça, leur stratégie, me semble-t-il. Du côté russe, ils cherchent surtout à épuiser complètement les Européens et les Ukrainiens.

Mais les médias grand public ne s'intéressent vraiment jamais à cette vision stratégique d'ensemble. Ils aiment les images de choses qui explosent, comme signes de réussite, et c'est à cela qu'ils s'accrochent. Et je ne sais pas vraiment quel sera le point de bascule où ils réaliseront qu'en réalité, les choses tournent très mal. Parce que, vous savez, l'Ukraine est déjà dépeuplée. Il ne reste dans le pays qu'environ les deux tiers de sa population d'avant-guerre. Il y a un retraité pour chaque actif. Elle dépend totalement de l'aide économique, vous savez, venue de l'Occident. Elle connaît d'énormes problèmes d'absences sans autorisation, avec des gens qui désertent, une contestation intérieure croissante, alors que la mobilisation forcée se passe très mal, et les gens se retournent, vous savez, contre les agents de recrutement dans les rues.

Vous savez, ils changent leur ministre de la Défense et leur chef de l'armée alors qu'ils disent qu'ils gagnent militairement. Ils n'arrivent même pas à faire passer des lois budgétaires au Parlement parce que, vous savez, Zelensky fait face à une lutte croissante au sein du Parlement. La corruption est permanente, et ce genre de choses. Mais l'Occident ne se contente pas de ne pas se concentrer là-dessus : il n'en parle même pas. Parce que la seule chose dont ils veulent parler, ce sont les choses qui explosent, les belles images d'explosions. Voilà où nous en sommes. Et je ne sais pas vraiment ce qui pourra briser cette sorte de transe, cette transe dans laquelle sont les journalistes.

#Pascal

Bonjour, juste un petit mot très rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire à mon Substack gratuit. Vous pouvez aussi aider avec un abonnement payant, ou acheter certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont ci-dessous. À bientôt là-bas. Je veux dire, on voit en ce moment au Royaume-Uni que même un changement de gouvernement n'a pas vraiment d'impact sur quoi que ce soit. Votre nouveau Premier ministre, vous pouvez nous en dire un peu plus à son sujet ? Et comment se sont passés cette première semaine, ou ses dix premiers jours au pouvoir, maintenant ?

#Ian Proud

Eh bien, il faut garder à l'esprit que ses grandes priorités concernent la politique intérieure. Vous savez, au Royaume-Uni, il y a vraiment le sentiment que les services publics ont été négligés, que les besoins des gens ordinaires ont été oubliés, y compris par son prédécesseur, Rishi Sunak, qui était arrivé en promettant, en quelque sorte, de régler ces problèmes. Au Royaume-Uni, notre dette représente cent pour cent du PIB. Nous avons les coûts de service de la dette les plus élevés du monde développé, et pourtant nous devons dépenser davantage. Beaucoup de gens veulent que nous consacrons plus d'argent à la défense et à ce genre de choses. Donc sa priorité absolue, c'est en quelque sorte de régler ça.

Mais, bien sûr, vous savez, ce qu'il fait, par conséquent, ce n'est même pas essayer de dire, en quelque sorte : bon, est-ce qu'on ne devrait pas peut-être aussi réfléchir à notre politique étrangère,

et faire le lien entre nos difficultés intérieures — nos problèmes économiques, le coût élevé de l'énergie, la crise du coût de la vie, vous savez, le mécontentement social — et le fait que ces guerres ont lieu ? Il n'y a tout simplement aucune possibilité de relier les deux. Donc, ce qu'on voit, en réalité, ce sont des déclarations du genre : bon, nous allons simplement avoir exactement la même politique étrangère que la personne précédente, c'est-à-dire soutenir l'Ukraine quoi qu'il arrive. Et dire : bon, vous savez, la situation au Moyen-Orient est mauvaise, mais nous voulons qu'elle prenne fin. Et, oh, c'est vraiment, vraiment triste pour Gaza, mais nous devons veiller à soutenir Israël.

Donc, absolument aucun changement. Et l'une des raisons, premièrement, c'est qu'ils n'ont pas vraiment la capacité de trouver de nouvelles idées, parce que la politique intérieure est leur priorité absolue. Mais deuxièmement, c'est qu'il est le septième Premier ministre en l'espace de dix ans. Et, vous savez, nos dirigeants se succèdent à un rythme si rapide qu'en réalité, ils n'ont plus vraiment la marge de manœuvre ni le pouvoir de fixer les orientations politiques. La politique est définie par ceux qui sont là en permanence, ce que certains appellent l'État profond, vous savez, les hommes et les femmes en costume gris, à l'arrière-plan. Ce sont eux qui contrôlent la politique. Et quand le nouveau arrive, ils lui disent : « Voilà la politique, dites ça. » Et c'est ce que font nos responsables élus. Voilà donc, malheureusement, la nature de notre démocratie aujourd'hui.

#Pascal

Les gens, les visages, vont et viennent, mais le programme reste le même. Et ce programme semble encore aujourd'hui très fermement anti-russe et favorable à la guerre. Enfin non, pas favorable à la guerre contre l'Iran. En Europe, la guerre contre l'Iran n'est pas populaire. Mais il n'y a pas d'opposition non plus. De ce que je perçois actuellement, les dirigeants européens, y compris au Royaume-Uni, restent tout simplement silencieux sur le sujet, n'est-ce pas ? Un peu comme aux États-Unis : faites ce que vous avez à faire. Nous n'allons nous opposer à rien, mais nous n'allons pas non plus nous joindre directement à vous. Ou alors, quelle est votre perception de leur approche dans ce cas-ci, par rapport à cette agitation très, très bruyante en faveur d'une guerre contre la Russie ?

#Ian Proud

Eh bien, certaines personnes en Europe prennent la parole. Par exemple, le Premier ministre espagnol s'est exprimé sur le caractère complètement fou et absurde de la politique de Donald Trump. Mais, bien sûr, les Européens se sentent moins capables de le faire. Les principaux pays d'Europe occidentale, les grandes puissances que sont la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, en particulier, se sentent moins en mesure de s'exprimer ainsi. D'abord, parce qu'ils ne veulent pas irriter davantage Trump. Ensuite, parce qu'ils ne veulent pas l'éloigner encore plus de leur objectif, qui est de vaincre la Russie en Ukraine. Ils doivent donc ménager l'Iran pour garder Trump engagé dans la guerre en Ukraine, premièrement. Et aussi parce qu'ils sont énormément redevables à des intérêts établis qui, en réalité, veulent que la guerre continue. Les intérêts médiatiques sont

farouchement russophobes. Les intérêts de l'industrie de la défense voient d'immenses profits dans la poursuite de la guerre, ce genre de choses.

Et toute la fenêtre d'Overton s'est tellement rétrécie qu'en réalité, les élus sont désormais prisonniers d'une politique qu'ils ne définissent même plus. C'est pour ça qu'il y a ce décalage étrange entre les deux, je pense. Parce que, si nous n'étions pas autant engagés en Ukraine, il serait plus facile de prendre la parole sur l'Iran. Mais en réalité, on ne peut pas le faire, parce qu'on a besoin de l'aide de Trump en Ukraine. Et tout le monde le sait. Je parlais l'autre jour avec la docteure Jennifer Kavanagh : les Ukrainiens ne pourront pas frapper à deux mille kilomètres à l'intérieur de la Russie sans le renseignement américain. Donc, même si Trump dit vouloir mettre fin à la guerre en Ukraine, les Américains sont toujours profondément impliqués dans cette guerre. Tout le monde le sait. Et les Britanniques, les Français et les Allemands veulent que cela reste ainsi.

#Pascal

C'est aussi ce qui est tellement frustrant, je crois, pour nous ici qui essayons de faire une analyse. Parce que toute cette mise en scène fait en réalité partie intégrante de cette guerre, n'est-ce pas ? La guerre se mène autant dans l'esprit et le cœur des gens que sur les écrans de télévision. Cela permet aux États-Unis de prétendre être un acteur extérieur neutre, qui ne fait que proposer des solutions pour mettre fin à cette horrible guerre. Alors qu'en réalité, ils sont bien sûr le moteur de la poursuite de ce massacre du côté de l'OTAN. Voyez-vous une forme de résistance à cela dans la population en général ? J'ai l'impression que la frustration des populations européennes face à ces guerres augmente réellement. Et, en particulier, que l'opposition à Donald Trump en Europe semble grandir. Quel est votre ressenti quant à la perception de l'opinion publique ?

#Ian Proud

Eh bien, je pense qu'il y a une résistance croissante face au noyau profondément corrompu de l'élaboration des politiques publiques, au cœur de nos gouvernements élus. Pas seulement au Royaume-Uni, mais aussi en France et en Allemagne. On le voit avec les alliances qui évoluent, avec les préférences électorales qui se déplacent vers des partis plus récents, comme l'AfD, comme le Rassemblement national, comme Reform au Royaume-Uni. Mais, en réalité... une enquête du British Foreign Policy Group indique que la plupart des gens reçoivent encore leurs informations, vous savez, la plupart des Britanniques — et je suppose que c'est la même chose pour les Français et les Allemands — avant tout par les chaînes d'information télévisées. De très loin. Au total, environ deux tiers.

Le travail que vous faites, Danny Davis, Glenn Diesen, Alexander Mercouris, et d'autres, est vraiment important. Mais vous ne représentez encore qu'une toute petite part de l'ensemble des sources par lesquelles les gens accèdent à l'information. Cela est en train de changer, mais cette évolution va mettre plusieurs années à se faire sentir. Et les médias grand public sont, dans leur immense majorité, plutôt favorables à la guerre. Il est donc très, très difficile de faire évoluer la perception du

public quand tout ce qu'on voit, ce sont des photos et des images d'Ukrainiens, avec des gens qui disent : « Oh, n'est-ce pas formidable ? » Et des Royal Marines qui abordent un pétrolier russe, ce qui, en réalité, ne change absolument rien au tableau d'ensemble, au modèle d'exportation de la Russie et à ce genre de choses.

Ce qui se passe en ce moment, à mon avis, c'est que, malgré le contrôle total exercé par les médias traditionnels sur la manière dont la guerre est décrite, les gens ressentent quand même du mécontentement à l'égard de leurs gouvernements. Ils n'ont pas encore fait le lien intellectuel entre le fait que la guerre dégrade concrètement leur vie quotidienne, et le fait qu'envoyer quatre à cinq millions de livres par an à une guerre qu'on ne peut pas gagner en Ukraine contribue à une baisse de la qualité de leurs services publics, mais aussi à une hausse du coût de la vie, parce que les prix de l'énergie sont si élevés. Mais ils ressentent ce mécontentement. Et je pense que, d'une certaine manière, ce lien finira par être fait. Je ne pense pas qu'il le soit déjà. Mais ce mécontentement ne disparaîtra pas, et les gens cherchent des alternatives. Et les alternatives disponibles, ce sont ces gens qui disent : « Mais pourquoi ne pourrions-nous pas simplement avoir une relation normale avec la Russie ? » Par exemple, dans le cas de l'AfD.

#Pascal

Puisque vous avez travaillé en Russie pendant de nombreuses années, quel regard portez-vous sur la manière dont ils gèrent aujourd'hui cette situation ? L'alliance États-Unis-OTAN-Ukraine a déplacé sa stratégie. Au lieu d'essayer d'influer directement sur le champ de bataille, ce que les Russes font de façon systématique, elle s'est tournée vers des frappes à longue portée. Et elle a choisi différents types de cibles, n'est-ce pas ? D'abord, c'étaient les usines de transformation du pétrole partout en Russie. Mais la Russie est devenue plus efficace pour les défendre. Ensuite, ils ont essayé de frapper des sites industriels. Et les Russes semblent disposés à, en quelque sorte, absorber ces frappes, sans escalader de leur côté.

Je veux dire, ils intensifient la pression vers Odessa. Mais il me semble que ce que les Ukrainiens et l'OTAN cherchent vraiment, c'est à provoquer la Russie pour qu'elle mène une frappe plus importante contre l'Europe, et surtout contre l'Ukraine, n'est-ce pas ? L'Ukraine aimerait que cette guerre éclate enfin dans toute la zone de l'OTAN, parce que c'est en quelque sorte la seule chose qui puisse encore les sauver à ce stade, si tant est que quelque chose le puisse. Mais la Russie ne mord pas à l'hameçon. Quel est votre point de vue sur les réactions de la Russie, et sur le fait qu'elle s'en tienne toujours à ce que d'autres, Alexander Mercouris notamment, qualifient de politique de retenue maximale ?

#Ian Proud

Je suis en fait d'accord avec cette caractérisation : ils font preuve d'une retenue maximale. Et bien sûr, les gens qui regardent les informations des grandes chaînes de télévision au Royaume-Uni ne peuvent pas le voir, parce que tout ce qu'ils voient, c'est, par exemple, un centre commercial qui a

été frappé hier par un missile balistique, en représailles directes à une base militaire. Donc, vous savez, ils voient des missiles russes tomber et ils disent : « Eh bien, la Russie est ce pays terroriste et maléfique. » Ils ne font pas le lien avec les missiles ukrainiens qui frappent des raffineries de pétrole russes et des dépôts situés sur des bases militaires. Il suffit que les Russes fassent ces mauvaises choses, et donc l'Ukraine doit faire la même chose en retour, par exemple.

Alors, mais je veux dire, je pense que ce que je peux dire avec certitude sur les Russes, c'est que la réciprocité est absolument inscrite dans leur doctrine. Je me souviens avoir été assis à Saint-Petersbourg, au Forum économique international, une année, peut-être en deux mille seize. Poutine était sur scène et il a cité la loi de Newton selon laquelle toute action produit une réaction égale et opposée. Il l'a vraiment dit sur scène. Et on le voit dans tout ce que fait la Russie. L'Ukraine frappe des bases aériennes, eux frappent un centre commercial. L'Ukraine frappe une raffinerie de pétrole, la Russie frappe une installation portuaire, coupant ainsi la capacité de l'Ukraine à exporter des céréales dans le monde. Cela fait essentiellement de l'Ukraine un État enclavé. C'est, en substance, ce que font les frappes sur Odessa.

Donc, tout ce que fait la Russie aujourd'hui s'inscrit pleinement dans une logique de réciprocité. Vous faites quelque chose, nous ferons quelque chose en retour, et peut-être même plus durement que ce que vous nous avez fait. Et je dis souvent aux gens qui ne sont jamais allés en Russie, qui n'ont jamais vraiment rencontré de Russes, que si vous proposez à un Russe votre amitié et une poignée de main, il sera votre ami pour la vie. Si vous l'invitez à se battre, il relèvera le défi et essaiera de vous frapper plus fort que vous ne l'avez frappé. C'est simplement, vous savez, ma compréhension de leur doctrine, après avoir vécu avec des Russes, échangé avec eux et m'être fait des amis parmi eux.

Donc la question, c'est : pourquoi la Russie ne va-t-elle pas plus loin ? C'est la question essentielle. Mais je pense que la réponse, c'est qu'elle n'en a pas besoin. Elle n'en a pas besoin parce qu'elle a les ressources pour continuer comme ça aussi longtemps que l'Ukraine voudra continuer. Et l'Europe va épuiser ses ressources pour soutenir l'Ukraine avant que la Russie n'épuise les siennes.

Mais le défi de Poutine, en réalité, c'est de savoir comment il gère les différentes factions en Russie. Il y a des jusqu'au-boutistes, comme les Karaganov et d'autres, qui disent : eh bien, on devrait simplement larguer une bombe nucléaire quelque part en Ukraine. Ou frapper un dépôt en Ukraine, sur le territoire de l'OTAN, et faire monter l'escalade de cette façon. Steve Jermy explique très bien comment ce scénario, ce scénario de guerre — une frappe conventionnelle contre l'OTAN — pourrait se dérouler. Et cela ne se passerait probablement pas très bien pour l'Europe elle-même. Mais malgré tout, Poutine ne veut pas faire ça. Premièrement, parce qu'il n'en a pas besoin. Et deuxièmement, parce qu'au fond, je pense qu'il garde l'espoir d'une forme de rééquilibrage, de normalisation des relations avec l'Europe à long terme. Et il est conscient des risques bien plus catastrophiques pour la Russie d'une escalade avec l'OTAN, même si l'OTAN pourrait elle aussi souffrir gravement dans ces circonstances.

Donc, il joue toujours, toujours un numéro d'équilibriste. Mais à ce stade, il n'a pas besoin d'escalader. Il peut simplement répondre coup pour coup, appliquer cette logique de réciprocité, vous voyez, aussi longtemps qu'il le faut, tout en gérant ces groupes qui veulent qu'il frappe plus fort. Et, d'une certaine manière, ça l'aide aussi de faire ça. Parce que, vous savez, quand Karaganov dit : « Eh bien, larguons une bombe nucléaire quelque part », ça répand effectivement la peur et la panique en Europe. Et Poutine, vous voyez, ne prend jamais vraiment part à cette discussion. Vous avez les Medvedev qui parlent des torpilles nucléaires. Poutine, lui, ne dit jamais rien. Mais ça fait aussi partie du jeu. Il y a aussi une certaine dimension qui consiste à effrayer les Européens.

#Pascal

Oui, enfin, tout l'enjeu de Karaganov, c'est que la peur d'une guerre nucléaire doit revenir chez les Européens, n'est-ce pas ? Donc, s'ils perçoivent réellement que c'est un débat en Russie, alors, de son point de vue, cela aurait déjà un effet, même sans larguer de bombe nucléaire, n'est-ce pas ? Mais pour moi, le problème, c'est que les Européens, en ce moment, ne semblent pas avoir peur. Ils ne semblent pas avoir peur d'une guerre avec les Russes, et ça m'inquiète beaucoup. D'un autre côté, je suis tout à fait d'accord avec votre analyse. Les Russes savent que leur approche fonctionne. Le champ de bataille évolue comme ils le souhaitent. Les frappes qu'ils subissent restent encore à un niveau... J'ai vérifié ça l'autre jour. Il faut simplement garder à l'esprit — j'espère avoir le bon chiffre, mais je dois le vérifier de nouveau — qu'environ douze mille personnes meurent chaque année en Russie dans des accidents de la route.

Quelque chose comme ça. Je vais vérifier à nouveau, juste pour être sûr de l'avoir bien compris. Donc, on reste à un niveau où, vous savez, enfin, douze mille morts dans des accidents de voiture, on ne les remarque même pas, n'est-ce pas ? Parce que ce ne sont que des statistiques. Mais bien sûr, ce genre de frappes, et ainsi de suite, venant d'Ukraine, ne sont pas massives en ce sens. En revanche, elles ont un impact politique assez important sur l'opinion publique en Russie, et c'est certainement un danger. D'un autre côté, comme pour l'Iran, je pense que la Russie et l'Iran estiment tous deux avoir trouvé comment répondre aux attaques qui arrivent, et ils sont prêts à appliquer cette réponse sur le long terme. À votre avis, combien de temps l'Europe est-elle encore réellement capable de tenir ? Parce que si c'est maintenant un jeu consistant à voir qui tiendra le plus longtemps, il me semble que l'Europe pourrait bien être celle qui s'essoufflera la première.

#Ian Proud

Eh bien, je le dis depuis longtemps : c'est le cas. L'Europe n'a ni les moyens démocratiques ni les moyens économiques de soutenir cette lutte plus longtemps que la Russie. Et c'est une analyse que je maintiens encore aujourd'hui. Et je pense que le point de bascule ne viendra pas des événements sur le champ de bataille. Il viendra d'élections réelles, dans les différents pays eux-mêmes, qui entraîneront une forme de changement dans l'équilibre des pouvoirs de ces pays. À commencer par la France l'an prochain, avec l'élection présidentielle, où, vous savez, Le Pen a de très, très bonnes chances de l'emporter. Et cela pourrait avoir des implications sismiques, non seulement pour la

politique intérieure française et la relation de la France avec l'Union européenne, mais aussi pour la relation de l'Europe avec la guerre en Ukraine.

Parce qu'un gouvernement Le Pen ne voudra pas que l'Ukraine rejoigne l'Union européenne à égalité de droits. Pour la première fois, le genre de vérité que, vous savez, les gens refusent de dire — à savoir que l'Ukraine est en réalité une patate trop chaude pour qu'on la laisse entrer dans l'Union européenne — serait bien davantage mise en lumière par les Français, qui diront : « Eh bien, on ne va pas donner les subventions de nos agriculteurs français aux agriculteurs ukrainiens. » C'est quelque chose que tout le monde sait. La politique est exactement la même, mais personne n'en parle jamais. Donc voilà. Et ils diront : « En fait, et d'ailleurs, pourquoi envoyons-nous tout cet argent à l'Ukraine pour qu'elle mène une guerre qu'elle est en train de perdre, alors que son pays s'effondre et devient un État défaillant à la périphérie de l'Europe ? »

Cette conversation passerait aussi au premier plan. Et puis, vous savez... Projetons-nous en 2029 : il y aura les élections allemandes, les élections britanniques. L'AfD, si elle ne l'emporte pas carrément, pourrait occuper une position de pouvoir plus importante au sein du système fédéral allemand. Reform pourrait être au pouvoir. Je veux dire, ce sont ce genre d'événements démocratiques qui vont radicalement changer la conversation, vous savez, le débat politique, qui a été complètement absent ces douze dernières années, sur la question de savoir si, en Ukraine, nous faisons vraiment ce qu'il faut. Donc je pense que ce sont ces changements démocratiques qui vont tout changer.

Et cela nous ramène au sentiment qu'ont, en quelque sorte, les gens ordinaires d'être laissés pour compte par le statu quo dominant, qui semble en réalité donner la priorité aux guerres dans d'autres pays plutôt qu'aux problèmes intérieurs et à ce qui préoccupe vraiment les gens ordinaires. Parce que nous savons tous que les gens ordinaires ne savent pas vraiment grand-chose de la Russie ou de l'Ukraine. Ils pensent à leurs besoins au quotidien, à la santé et au bonheur de leurs enfants, à savoir s'ils ont de quoi manger sur la table. C'est cela qui préoccupe les gens. Au bout du compte, c'est cela qui déterminera l'issue de la guerre en Ukraine. La politique étrangère commence et se termine toujours chez soi.

#Pascal

Oui, oui. Mais c'est à ce moment-là que ces politiques ou ces systèmes poussent réellement les populations à accepter de faire la guerre, n'est-ce pas ? Et c'est absolument horrible. Et on a vu ça se produire. On a vu comment ça s'est passé en Ukraine, où M. Zelensky a été élu sur un mandat de paix, n'est-ce pas ? Il a été élu comme le candidat de la paix, l'homme censé améliorer à nouveau les relations avec la Russie. Et au final, tout a complètement dérapé, avec cette tactique constante d'escalade progressive, par petites tranches, étape par étape. Et au final, c'est la Russie qui a envahi l'Ukraine, qui a franchi la frontière, oui. Vous voyez donc comment on peut créer ce genre de relation réciproque qui, au bout du compte, donne aux fauteurs de guerre ce qu'ils veulent : de grands combats.

Mais ma question portait aussi sur la situation économique. Parce que les sanctions que les Européens ont imposées à la Russie exercent déjà une pression considérable sur les économies européennes, qui se désindustrialisent et qui ont perdu l'accès à des sources d'énergie bon marché. Et maintenant, avec la guerre en Iran, nous avons une nouvelle crise énergétique qui frappe à nouveau durement les Européens. À votre avis, dans combien de temps les prix de l'essence, et surtout ceux du diesel et du kérosène, vont-ils réellement augmenter en Europe ? Car nous approchons maintenant de l'épuisement de ces réserves stratégiques dans lesquelles plusieurs pays ont puisé, en particulier les États-Unis. Avez-vous une idée de notre situation économique actuelle ?

#Ian Proud

Eh bien, sur le plan économique, comme vous le dites, la guerre en Iran exerce une pression supplémentaire à la baisse — ou, en l'occurrence, à la hausse sur les prix — en Europe, ce qui a précipité cette forme de désindustrialisation. Je pense donc que les gens peuvent le constater. Mais ce que les gens ne font pas, en tout cas dans le récit dominant, c'est établir le lien entre l'Iran et, en réalité, la guerre en Ukraine. C'est elle qui a véritablement déclenché la crise énergétique, puis la désindustrialisation en Europe même. Ils essaient donc de rejeter toute la faute sur la guerre en Iran et de dire : « Si nous mettons fin à la guerre en Iran, alors la crise énergétique prendra fin elle aussi. »

Mais de toute évidence, ce n'est pas vrai. Car sans accès à une énergie russe bon marché, et en achetant une énergie américaine chère, la situation économique restera dégradée. Je veux dire, le Royaume-Uni a les coûts de l'énergie les plus élevés du G7. Nous sommes une nation insulaire, par exemple, et ainsi de suite. Mais les gens ne font pas le lien intellectuel avec le fait que tout cela est aussi lié à la guerre en Ukraine. Donc, sur le plan économique, bien sûr, la situation de l'Europe est mauvaise. Personne ne relie les points, à part les citoyens qui le ressentent réellement dans leur portefeuille.

Et encore une fois, on en revient à la question démocratique. En réalité, nos gouvernements ne mettent pas en place de bonnes politiques économiques, qui garantissent un coût de la vie supportable, des économies capables de créer des emplois et des opportunités pour les gens, et d'assurer des services publics. On en revient toujours à ça. Et, en réalité, la situation en Europe est assez mauvaise. Les citoyens ordinaires le ressentent de plus en plus. Ils ont le sentiment que leurs gouvernements ne mettent pas réellement en place les réponses politiques dont ils ont besoin pour résoudre la situation. Je pense que c'est là l'un des fondements du mécontentement et du sentiment de dépossession politique que l'on observe partout en Europe aujourd'hui. Et cela finira par survivre à la guerre en Ukraine, que les citoyens eux-mêmes considèrent ou non cette guerre comme un facteur de causalité.

#Pascal

À votre avis, qu'est-ce que cela fait à l'Union européenne ? Je veux dire, vous êtes dans un pays qui a carrément dit — le seul jusqu'à présent — que non, on s'en va. Salut, les gars. Il y a exactement dix ans, d'ailleurs. Avec le recul, ça ne me semble pas avoir été la pire décision à prendre. À l'époque, je trouvais ça terriblement mauvais. Mais le Royaume-Uni a en fait trouvé un moyen de raviver sa relation avec l'Union européenne. Il semble qu'il y ait aujourd'hui au Royaume-Uni des forces qui aimeraient assez y revenir, mais je ne pense pas qu'elles disposent d'une quelconque majorité. Cela dit, ces gens-là ne cherchent pas forcément à avoir des majorités. Ils font ce qu'ils peuvent faire. Parce que je me pose la question en ce moment. Je veux dire, l'Europe est tellement, tellement au fond d'un trou qu'elle a creusé elle-même, que je me demande simplement comment elle va pouvoir en sortir.

Parce qu'on voit aussi, en réalité, cette approche de plus en plus draconienne des Européens envers leurs propres populations, n'est-ce pas ? Avec Jacques Baud, avec Nathalie Yamb, avec les sanctions, avec le Royaume-Uni, avec la façon dont le Royaume-Uni traite ses propres dissidents opposés au génocide à Gaza, avec Palestine Action. Ils vont jusqu'à arrêter des grands-mères et tout ça, arrêter des Juifs, d'ailleurs, qui s'opposent au génocide. Et est-ce qu'en Europe, on se dirige vraiment vers ce moment où, une fois que la guerre en Ukraine... enfin, une fois qu'il deviendra clair que ce ne sera pas une victoire occidentale, ces systèmes vont alors commencer à chercher davantage d'ennemis de l'intérieur ? Ou est-ce que je suis simplement très pessimiste ?

#Ian Proud

Je pense que le projet de l'Union européenne lui-même est en réalité soumis à une pression considérable. Et je pense que c'est parce que son objectif, sa raison d'être, ont changé. Ils ont changé à cause des forces bureaucratiques au sein des institutions européennes, qui exigent en fait toujours plus de pouvoir et d'autorité pour elles-mêmes, au détriment des nations souveraines qui font partie de ce projet.

C'est donc une crise des institutions européennes plutôt que de l'Europe elle-même. Car qu'est-ce que l'Europe ? Vous savez, l'Europe, c'est l'Union européenne, ces vingt-sept pays. Mais il y a bien davantage de pays qui font partie de l'Europe, n'est-ce pas ? Y compris, en fait, la Russie, bien sûr, qui, d'un point de vue géographique, fait aussi en quelque sorte partie de l'Europe. L'Europe, ce sont les peuples, les civilisations, les sociétés, et ainsi de suite. Et le grand succès de l'Europe, pendant de nombreuses années — le projet de l'Union européenne —, a été de réduire les barrières entre les peuples. Il s'agissait d'avoir des nations souveraines, tout en gardant des frontières ouvertes, afin que les gens puissent interagir les uns avec les autres : coopération économique, sociale et culturelle. C'est quelque chose dont je parle beaucoup.

Vous savez, ce qui a échoué, c'est cette évolution progressive vers la politisation, la militarisation du projet européen lui-même. En devenant toujours plus centralisé, il donne le sentiment que la souveraineté des États-nations s'érode, et les citoyens réagissent très mal à cela. C'est pour ça que

ce qui se passe aujourd'hui en France, en Allemagne et au Royaume-Uni se produit. Beaucoup de gens aiment l'idée de voyager en Europe. Mais ce qu'ils ne veulent pas — et c'est particulièrement vrai au Royaume-Uni — c'est que des responsables non élus à Bruxelles prennent des décisions pour les Britanniques, des décisions de plus en plus déconnectées de ce que veulent les Britanniques. Au fond, le résultat du Brexit est venu de ce sentiment. Ce sentiment d'être dépossédés de leur pouvoir, chez les Britanniques, a fini par conduire les gens à décider que, tout bien pesé, ils devaient partir.

Cela ne veut pas dire que les citoyens européens n'aiment pas l'Europe. Cela veut dire qu'en réalité, ils ont des problèmes avec le déficit démocratique des institutions européennes. Ce que cela nous amène à dire, c'est que si l'on observe une sorte de changement dans la politique européenne, vous savez, au sein des États-nations, j'espère que cela conduira à une forme de déclin maîtrisé des institutions elles-mêmes, et à un recentrage sur ce qui compte dans l'Europe : les peuples d'Europe, la communauté européenne, y compris les Russes et, bien sûr, les Ukrainiens et les Moldaves. Mais je pense qu'en réalité, le risque le plus important, c'est que tout le projet s'effondre. Et cela créerait des risques encore plus grands de conflit, et ainsi de suite. C'est peut-être ce que vous espérez. Mais oui, le déclin maîtrisé, c'est mon espoir. Je suis moins convaincu que nous obtiendrons ce type de modèle.

#Pascal

Waouh. Si le déclin géré est le scénario le plus favorable, alors on va vraiment traverser une période très difficile. Mais est-ce que vous avez des... Je sais que vous n'êtes pas très proche de là-bas, mais peut-être que vous avez un peu suivi. Qu'est-ce qui se passe en Hongrie ? J'ai été assez stupéfait de voir qu'il semble maintenant que le gouvernement nouvellement élu s'en prenne à l'ancien gouvernement, et que le parti Fidesz soit démantelé, ses responsables politiques étant empêchés de se présenter à des élections. Vous avez suivi cette histoire, au moins un peu ?

#Ian Proud

En fait, oui. Je devrais parler à Philip Pilkington. Il est plutôt bon sur ces questions. Il peut parfois aller un peu loin dans certaines de ses prédictions, mais c'est quelqu'un avec qui il est assez intéressant de discuter. Enfin, regardez, au fond, Péter Magyar, c'est un peu la version hongroise de Zelensky. Vous voyez, c'est quelqu'un qui correspond au modèle requis par l'Europe. Il dit toutes les bonnes choses. Au final, il ne va pas bloquer la politique anti-russe de l'Europe. Il ne va pas non plus, au final, bloquer le soutien militaire et financier sans fin à l'Ukraine.

C'est une relation bien plus compliquée entre la Hongrie et l'Ukraine, comme nous le savons. Mais malgré tout, il va faire de son mieux pour, disons, suivre la ligne européenne, si vous voyez ce que je veux dire. Donc il s'intègre, et Orbán, lui, ne s'intégrait pas, parce qu'Orbán disait des choses dérangeantes : que cette guerre est en réalité un désastre. Pourquoi devrions-nous, vous savez, aggraver la situation des Hongrois, et ce genre de choses ? Mais en réalité, comme Zelensky, comme Magyar, c'est quelqu'un qui devient de plus en plus répressif à l'intérieur de ses propres frontières.

En Ukraine, des hommes sont arrachés à la rue comme des chiens par les brigades de « busification ».

En Hongrie, on peut demander à un président de se retirer en raison de ses affiliations politiques. Des groupes d'opposition peuvent être fermés, des universités peuvent être fermées, les médias publics peuvent être supprimés. Vous savez, la liberté d'expression peut être mise sous clé. Toutes ces choses-là, et même pire encore, que ce dont les élites européennes ont accusé Viktor Orbán pendant des années. La seule différence, c'est que Peter Magyar dit aux Européens les choses gentilles qu'ils aiment entendre. Et donc, ils sont heureux d'ignorer tout ça. De la même manière que, vous savez, Zelensky sourit toujours quand il rencontre von der Leyen. Et donc les Européens sont heureux d'ignorer la corruption à une échelle épique en Ukraine, la « busification », vous savez, la conduite désastreuse de la guerre, ce genre de choses. Donc, un mauvais dirigeant, ça va, tant qu'il dit les bonnes choses à Bruxelles. Et je pense que c'est essentiellement la meilleure façon de résumer Peter Magyar. C'est très cynique, mais j'ai bien peur que ce soit ainsi que je le vois.

#Pascal

Oui, c'est aussi une bonne façon de résumer où nous en sommes en Europe. Je dirais que le plus grand changement que nous avons vu ces dix dernières années, par rapport aux décennies précédentes, c'est que, du moins de mon point de vue, auparavant, tout le discours sur les droits de l'homme, sur le droit, sur la diplomatie, était plus ou moins crédible. Il y avait toujours ces zones grises. Il y avait toujours ce genre de choses sur lesquelles des universitaires pouvaient se pencher en détail et écrire des livres sur l'hypocrisie de tout le système. Mais dans l'ensemble, cela paraissait crédible. Et maintenant, nous en sommes au point où c'est absolument ridicule.

C'est tellement éloigné de la réalité que nous comprenons réellement... ah non, ce sont des actes de langage qui n'ont rien à voir avec ce qui se passe, et tout à voir avec celui qui les commet. Nos amis peuvent faire tout ce qu'ils veulent. Ils pourraient descendre dans la rue et assassiner des enfants, ce qu'ils font littéralement à Gaza, n'est-ce pas ? Et nous continuerions à les appeler la seule démocratie du Moyen-Orient. Magyar pourrait faire la même chose en Hongrie. Nous continuerions à le présenter comme un bon ami de la démocratie, et ainsi de suite. Mais si quelqu'un de l'opposition politique, quelque part, fait ne serait-ce qu'une chose vaguement similaire, on le dénoncera comme le pire des dictateurs et comme une menace pour la démocratie. Et désormais, cela devient plus clair. Vous avez aussi le sentiment que nous y voyons plus clair, au moins dans nos milieux ?

#Ian Proud

Eh bien, je veux dire, nous, on le comprend très bien. Est-ce que les gens ordinaires le comprennent, ça, j'en suis moins sûr. Je soupçonne vraiment, vraiment que non. Mais enfin, bien sûr, n'importe quel analyste comme nous passe tout son temps à regarder ces choses, à y réfléchir, et à voir l'hypocrisie absolument flagrante qu'il y a là-dedans. Mais je pense qu'en réalité, la grande majorité des gens ne la voit tout simplement pas.

#Pascal

Je veux dire, combien de gens ordinaires au Royaume-Uni pensent à ce que fait Péter Magyar en Hongrie ?

#Ian Proud

Je dirais : très, très peu. Donc oui, enfin, vous savez, et bien sûr, nous sommes marginalisés parce que les médias télévisés représentent les deux tiers de la façon dont les gens s'informent. Et même si nous sommes un phénomène modeste mais en croissance, nous restons très petits. Donc, vous savez, ce qui fait bouger les lignes, c'est en quelque sorte ce que les gens ressentent par rapport à leur vie. Et je pense que c'est ce qui leur fait comprendre que nous sommes vraiment très mal dirigés, en tant que pays en Europe.

#Pascal

Mais il y a dix ans, est-ce que vous aviez l'impression que, oh non, l'Occident était une bête tellement hypocrite ? Moi, non. Et vous ? Pour moi, c'est nouveau, enfin, relativement nouveau. Je veux dire, je suis très désillusionné par la situation en Europe. Et vous ? Il y a dix ans, vous étiez déjà désillusionné, ou est-ce qu'à l'époque, ça allait encore ?

#Ian Proud

Eh bien, il y a dix ans, j'étais à Moscou. Donc oui, j'étais déjà assez désillusionné, parce que je me disais : pourquoi est-ce qu'on fait ça ? Pourquoi ne peut-on pas simplement régler ce conflit et avoir des relations normales avec la Russie ? Évidemment, la question ukrainienne est difficile. Mais nous avons ce genre de plans de paix. On aurait pu, en quelque sorte, les mettre en œuvre à travers Minsk II et ce genre de choses. Ce que, soit dit en passant, les Britanniques et les Américains ont en quelque sorte, vous savez, détourné. Et les Russes, eux, voulaient vraiment ça. Ils voulaient savoir.

C'est le genre de chose qui est vraiment frustrante. Vivre à Moscou pendant quatre ans et demi a été une expérience remarquablement normale. Ils voulaient des relations étroites avec l'Europe. Si vous alliez à Saint-Pétersbourg, vous pouviez prendre un train pour Helsinki sans aucun contrôle aux frontières. Vous voyiez beaucoup de visiteurs européens. Enfin, ils voulaient développer des liens commerciaux. Ils voulaient développer des liens sociaux et culturels. Les universités collaboraient entre elles. Le théâtre Bolchoï pouvait se produire à Londres. Et ils voulaient simplement bien s'entendre avec nous, mais nous, nous ne l'avons pas voulu. Donc oui, j'en ai bien peur, contrairement à vous, j'étais déjà désillusionné il y a dix ans.

#Pascal

À l'époque, je n'y ai manifestement pas prêté assez attention. Mais oui, je me demande encore comment... pas seulement comment sortir de ça, mais comment parvenir à gérer cette tendance apparente de l'Europe à vouloir, d'une manière ou d'une autre, trouver quelqu'un d'important à antagoniser. Cela se produit aussi en Asie occidentale. Les États-Unis le font constamment partout dans le monde. C'est illogique, non ? Comment contenir cette obsession apparente de l'Occident de se trouver un ennemi ?

#Ian Proud

Eh bien, je veux dire, ils ont trouvé l'ennemi. Ils ont leur ennemi éternel : la Russie. Vous savez, un pays géographiquement bien plus grand que l'Europe elle-même, et qui peut donc, sur n'importe quelle image, être présenté comme une menace, simplement à cause de sa taille. Vous savez, on peut y mettre de la neige, des images d'ours avec leurs longues griffes. Ça offre toutes ces formidables occasions de dire : « C'est une menace pour nous. » Et puis, au fait, ils ont six mille armes nucléaires. Alors voilà. Et ce sont des Slaves, donc ils sont différents de nous. Même si, pour information, les Polonais, les Ukrainiens... Bon, ne nous lançons pas dans les stéréotypes raciaux. Mais peu importe. Je veux dire, nous sommes tous simplement des êtres humains, vous savez. Mais en réalité, la Russie se prête à être, je ne sais pas, présentée comme l'autre. Et c'est le seul autre dont nous avons besoin.

Parce que, vous savez, quand on regarde l'Histoire, chaque fois qu'un dirigeant politique d'un État est en difficulté, qu'est-ce qu'il fait ? Il trouve un ennemi pour mobiliser, en quelque sorte, le soutien de l'opinion publique. Eh bien, cet ennemi, c'est la Russie. Mais la Russie ne veut pas être perçue de cette façon. Très clairement, non. Elle se sent clairement exclue de l'Occident. Elle se sent aussi menacée par la Chine, à l'est. Parce que si vous êtes à l'ouest de la Russie, c'est là que se trouvent toutes les plus grandes villes. Si vous êtes à l'est de la Russie, vous avez une densité de population d'une à deux personnes par kilomètre carré. Donc, la façon dont les gens décrivent la Russie est complètement erronée. Quand vous rencontrez des Russes, ils sont comme nous. Ce sont des gens vraiment gentils, si vous êtes gentil avec eux.

#Pascal

Je suis allé en Russie pour la première fois très récemment. Et l'une des choses qui m'a frappé, c'est à quel point la Russie est, en réalité, européenne, jusque dans les langues qu'on y parle. Il y a énormément de gens qui parlent non seulement anglais, mais aussi français ou allemand. Et on en trouve d'autres qui peuvent... enfin, le tchèque est une langue dans laquelle certains Russes peuvent converser. C'est assez incroyable. En fait, il y a beaucoup plus de diversité culturelle, et de connaissances sur les Européens que... c'est intéressant.

#Ian Proud

Vous savez, j'allais dans différentes villes, en dehors de Moscou, et on trouvait des pubs anglais, des pubs écossais. Je suis allé une fois dans un bar à cocktails. Devant, il y avait un taxi noir anglais, de Londres, garé là juste pour afficher ce côté anglais. Les gens sont toujours... Vous savez, ce type, enfin, ses déclarations sont assez extravagantes, mais il me parlait l'autre jour d'une nouvelle marque de bière anglaise qu'ils ont en Russie et qui... Enfin voilà, j'aime cet intérêt pour tout ce qui est européen. Même à l'époque de l'Union soviétique, il y avait cette fascination pour la culture européenne. Vous savez, les Russes ne veulent pas se sentir isolés du monde. Le monde les fascine. Mais ce sont aussi des gens très fiers. Et quand ils se sentent menacés, ils ripostent. Ça ne veut pas dire qu'ils ne veulent pas avoir une relation normale avec nous. J'ai toujours pensé que c'était ce qu'ils voulaient.

#Pascal

Eh bien, pour moi, c'est en fait une lueur d'espoir. Vous savez, malgré toute la russophobie, toute la haine envers la Russie qu'on trouve en Europe en ce moment, et tous ces horribles stéréotypes, on ne retrouve pas cela en Russie. On y trouve plutôt cette interrogation constante : comment faire repartir les choses ? C'était aussi la question que nous a posée l'organisation qui nous a invités en Russie : comment reconstruire les ponts. Le fait que ces questions soient posées en Russie me donne beaucoup d'espoir.

#Ian Proud

Oui, exactement. Exactement. Je veux dire, vous savez, les Russes sont toujours totalement déconcertés de voir pourquoi les Européens les détestent autant. Bien sûr, oui, il y a la guerre. On dit : « Eh bien, il y a la guerre. » Oui, mais pourquoi y a-t-il la guerre ? Parce que... Regardez l'histoire de la Russie : les Mongols, les Litvaniens, les Suédois, les Français, les nazis, et ainsi de suite. Ils ressentent une menace venue de l'étranger. Mais en réalité, si vous leur tendez la main de l'amitié, ils vous la tendront en retour. J'en suis absolument certain.

#Pascal

Oui, et après les vingt-sept millions de citoyens soviétiques morts pendant la Seconde Guerre mondiale, c'est assez surprenant de voir qu'après tout cela, il subsiste encore toute cette bonne volonté envers les Européens. Parce que certains de nos collègues russes, notamment Stas Kropivnik, soulignent aussi que ce ne sont pas seulement les Allemands qui ont envahi. Il y avait d'énormes, d'énormes contingents de soldats européens qui ont envahi la Russie, l'Union soviétique. Mais quoi qu'il en soit, peut-être pour conclure notre discussion : quels sont les éléments que vous suivez en ce moment, concernant ce qui se profile à l'agenda politique ? Parce que nous approchons du mois d'août, et l'espoir est que les choses se calment un peu. Mais je n'en suis pas si sûr, puisqu'il semble également que des préparatifs pour une guerre contre l'Iran soient en cours. Qu'est-ce que vous suivez en ce moment, ou qu'est-ce qui, selon vous, sera important au cours des prochaines semaines ?

#Ian Proud

Oui, je pense que, vous savez, je me concentre évidemment beaucoup, en ce moment, sur l'agenda britannique et sur ce qui façonne la politique étrangère du Royaume-Uni. Mais, malheureusement, je vois très peu de changements, en particulier par rapport aux premières déclarations du gouvernement Burnham. L'attention se porte donc sur la guerre en Iran et sur la grande question : combien de temps Trump peut-il continuer à jouer ce jeu ? Plus on se rapproche des élections de mi-mandat... Enfin, le grand point d'ancrage politique de cette période, ce seront les élections de mi-mandat aux États-Unis. Et en réalité, plus on s'en approchera, plus la pression s'exercera sur Trump pour qu'il trouve une forme de résolution. À un moment où il devra faire face à des appels de plus en plus forts de la part de ses partenaires européens pour qu'il mette réellement fin à cela, compte tenu des conséquences économiques dévastatrices que cela a pour l'Europe elle-même, mais surtout pour l'économie mondiale.

Je veux dire, encore une fois, dans le contexte de Trump, j'aimerais reparler à Michael Hudson de cette géoéconomie. Parce que, évidemment, Trump menace maintenant d'une nouvelle série de droits de douane. Des droits de douane de cent pour cent contre les pays qui achètent du pétrole et du gaz russes. Donc la Chine, l'Inde, la Turquie. Ce qui nous ramène presque un an en arrière, sur le plan politique, quand il a essayé ça l'an dernier et qu'il a échoué. La grande question, sur le plateau de Monopoly de Donald Trump, c'est qu'il continue de passer par la case Départ sans toucher les deux cents dollars. Comment va-t-il jouer cette carte ? Et qu'est-ce que cela signifie réellement pour la politique américaine ? Parce que je suis absolument certain que, qu'un démocrate ou un républicain soit au pouvoir, je ne suis pas sûr que cela change vraiment la mentalité de Washington en matière de politique étrangère. Donc la grande question, c'est : comment l'Europe peut-elle se sauver et avoir réellement sa propre politique ? Et comment la Grande-Bretagne peut-elle se sauver et avoir sa propre identité en matière de politique étrangère, qui lui permette de prendre davantage ses distances avec les Américains, et qui ne considère pas une plus grande séparation entre les Européens et les Américains comme une sorte de grande menace stratégique, ce qui nous rend encore plus vulnérables face aux Russes ?

Comment pouvons-nous avoir davantage de confiance en nous sur le plan de la politique étrangère ? Qu'on se dise vraiment : ce n'est pas grave si nous prenons plus de distance avec les Américains. Nous pouvons nous exprimer davantage sur le génocide à Gaza, ce genre de choses. Mais je ne vois pas ce genre de rupture se produire avant l'année prochaine, quand les élections commenceront à arriver. Et je pense toujours que la guerre en Ukraine va encore durer un an, malheureusement. Donc oui, il faut entrer dans le détail de tous ces changements en cours, regarder ce qui se passe à la périphérie, en Hongrie notamment, et aussi en Chine. Je vais en Chine en octobre, et j'ai vraiment hâte. Donc oui, il y a tellement de choses sur lesquelles se concentrer. Mais le grand moment décisif, ce seront les élections de mi-mandat.

#Pascal

Les élections de mi-mandat, oui. Donc, on a déjà tous les yeux tournés vers novembre. On n'est qu'en juillet, mais c'était un très bon aperçu. Merci beaucoup de nous avoir donné une idée aussi de votre regard sur l'Europe. Les personnes qui veulent vous trouver devraient bien sûr aller sur The Peacemonger, sur votre chaîne YouTube et sur Substack. Il suffit de chercher The Peacemonger. Y a-t-il un autre endroit où les gens devraient aller ?

#Ian Proud

Oui, je suis sur X. Mais Substack et YouTube, sous le nom d'Ian Proud, « The Peacemonger », c'est vraiment là que vous me trouverez. Je débute encore un peu, mais j'aime beaucoup entrer dans cet espace et avoir ces conversations, dont on a désespérément besoin en ce moment. Donc oui, comme toujours, merci, Pascal. On se connaît depuis quelques années. Tu m'as vraiment aidé à m'engager dans cette voie que nous empruntons tous ensemble. Espérons que, collectivement, notre groupe de réalistes dissidents pourra commencer à faire bouger lentement les lignes face aux énormes vagues de propagande des médias grand public, franchement.

#Pascal

J'espère que nous pourrions faire exactement cela. Davantage de discussions, davantage de cerveaux, davantage de voix, afin non seulement d'analyser ce qui se passe, mais aussi, peut-être, de donner quelques perspectives sur la manière d'améliorer les choses. Ce serait formidable. Et encore une fois, tout le monde, si vous voulez suivre Ian, tapez son nom sur Google. Retrouvez The Peacemonger sur YouTube et sur Substack. C'est vivement recommandé. Il est très, très actif, surtout sur Substack, à l'écrit. C'est une plateforme formidable. Ian, félicitations pour cela, et à la prochaine.

#Ian Proud

Merci, Pascal. C'est toujours un plaisir. À très bientôt.